

Hollande salue les propos de la BCE sur la croissance

Le candidat socialiste a tenté à nouveau, hier, de convaincre les indécis et les électeurs du FN

Lors d'une conférence de presse en présence de 280 journalistes, dont 73 étrangers, François Hollande a donné un avant-goût de ce qui deviendrait un « rendez-vous régulier » – tous les six mois – s'il était élu. Sur le fond : peu d'annonces, mais des précisions.

Le candidat socialiste, favori des sondages à onze jours du second tour de l'élection présidentielle, a salué les propos tenus par le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, sur la nécessité d'un pacte de croissance, qui prouvent selon lui que ses idées cheminent au sein de l'Union européenne. Il a fait de la renégociation du pacte budgétaire signé en mars dernier par 25 des 27 pays membres de l'UE une priorité de son éventuel mandat. « Je ne suis pas pour une règle d'or constitutionnelle », comme le prévoit le traité. En revanche, le candidat socialiste a expliqué que le gouvernement, s'il était élu le 6 mai, ferait voter « une loi organique qui permettra une programmation de nos finances publiques dans le cadre d'un retour



François Hollande a dénoncé, hier, la « course » de Nicolas Sarkozy aux voix du FN, estimant qu'une éventuelle victoire payée à ce prix ouvrirait un quinquennat de « brutalité » et d'« outrance ». (Photo Reuters)

à l'équilibre » qu'il a fixé à 2017. Même si la BCE et de nombreux gouvernements conservateurs de l'UE n'ont pas la même vision du contenu de cet éventuel futur « pacte », François Hollande a voulu voir dans ces propos un signe que

ses idées progressaient parmi les décideurs européens.

« Les idées cheminent et le vote des Français y est sans doute pour beaucoup », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. « [La déclaration de Mario Draghi] va plutôt dans le

sens que j'ai indiqué, je ne veux pas tirer (des conclusions de) ses propos, parce qu'il ne met pas forcément la même chose que moi dans les mesures qui pourront soutenir la croissance. »

François Hollande entend dès le lendemain de son éventuelle élection adresser un mémorandum à tous les chefs d'Etat et de gouvernement pour préciser ses ambitions dans la renégociation. Il veut inclure dans le nouveau pacte des euro-obligations pour financer des projets d'avenir, donner à la Banque européenne d'investissement (BEI) plus de possibilités de financement, introduire une taxe sur les transactions financières et mobiliser les fonds structurels non utilisés.

Coup de pouce au Smic si l'économie se porte mieux

S'agissant du pouvoir d'achat des Français, il a annoncé que l'ampleur du « coup de pouce » qui sera donné au salaire minimum s'il remporte l'élection présidentielle dépendra de la santé de l'économie à ce moment.

Sarkozy : « Ni accord avec le FN ni ministres issus de ce parti »

Il souhaite recourir au référendum pour inscrire la « règle d'or » dans la Constitution

Nicolas Sarkozy a assuré, hier, qu'il ne conclurait pas d'accord électoral avec le Front national, tout en réaffirmant sa volonté de s'adresser à tous les électeurs, y compris ceux qui ont voté dimanche pour la dirigeante du FN Marine Le Pen. Il a également confirmé qu'il soumettrait à référendum « avant la fin de l'année 2012 » la « règle d'or » de retour à l'équilibre budgétaire si le Sénat, à majorité socialiste, refusait de voter le projet de loi qu'il a promis en cas de réélection.

S'agissant des législatives, le président-candidat a affirmé que tous les candidats de l'UMP, en position de se maintenir au second tour des élections législatives de juin le feraient même s'ils arrivaient derrière ceux du FN et du Parti socialiste.

« L'accord avec le Front national, il n'y en aura pas. De ministres du Front national, il n'y en aura pas », a-t-il lancé sur les ondes de France Info. « Mais je refuse de diaboliser des hommes et des femmes qui, en votant pour Marine Le Pen, ont exprimé un vote de crise, un vote de colère, un



« Toute ma vie, j'ai combattu les thèses du Front national », a déclaré avec vigueur, hier, Nicolas Sarkozy. (Photo Reuters)

vote de souffrance, un vote de désespérance. » En meeting à la mi-journée à Cernay, une ville du Haut-Rhin où la candidate du FN est arrivée en tête au premier tour de la présidentielle, il a insisté sur la nécessité « d'entendre ce cri », d'en « tenir compte » et de « prendre des engage-

ments précis pour que ces gens, ces Français qui ont été tentés par ce vote, puissent se retrouver dans le discours qui est le nôtre. »

Il s'est défendu de toute connivence avec le parti d'extrême droite, soulignant et a indiqué qu'il ne saurait sur ce point accepter des leçons de

la part de son rival socialiste, François Hollande, « qui trouve normal de travailler et d'espérer gouverner avec M. Mélenchon [le candidat du Front de gauche, NDLR] qui a déclaré que Cuba était une démocratie et Fidel Castro un démocrate. »

Des candidats partout

Prié de dire sur France Info pourquoi il n'envisageait pas, s'il était réélu, de pratiquer une ouverture à la droite de la droite comme il l'a fait en direction de la gauche au début de son quinquennat, Nicolas Sarkozy a répondu : « Je ne l'ai jamais souhaité, je ne l'ai jamais voulu et je ne le ferai jamais parce que nous avons des points de désaccord. »

L'électorat du FN constitue une des principales réserves de voix du président-candidat, que tous les sondages donnent à l'heure actuelle nettement battu au second tour le 6 mai par François Hollande.

« Je suis bien obligé de considérer que 18 % des Français qui se sont exprimés pour Marine Le Pen, c'est pas 18 % des Français qui ont les idées de l'extrême droite », a-t-il ajouté.

Un seul débat : le 2 mai à 21 h !

C'est officiel : il n'y aura bien qu'un seul débat télévisé en direct d'entre-deux-tours. François Hollande et Nicolas Sarkozy s'affronteront donc le 2 mai à 21 h, sur TF1 et France 2, ont annoncé, hier, les deux chaînes. Ce duel sera animé par Laurence Ferrari (TF1) et David Pujadas (France 2).

Hollande à Tulle le soir du 6 mai

François Hollande a annoncé, hier, qu'il serait dans son fief de Tulle, en Corrèze, pour entendre les résultats le soir du 6 mai. S'adressant aux journalistes, il a ironisé : « Il y a des établissements qui pourront vous recevoir et qui seront sans rejet, en tout cas quant à leur niveau de luxe et quant aux fréquentations qui pourraient être les leurs. »

Bayrou en colère contre Sarkozy

Le grand perdant du premier tour, François Bayrou, est en colère après le président-candidat à la suite d'une interview accordée aux journaux de l'est de la France. Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à affirmer que « les préoccupations des électeurs de François Bayrou et ceux du Front national sont les mêmes, même si les chemins sont différents ». Réplique cinglante du candidat centriste : « Les propos de Nicolas Sarkozy tendant à confondre les électeurs qui ont voté pour moi et ceux de Marine Le Pen sont absurdes et offensants. »

Hollande : 10 272 705 Sarkozy : 9 753 629

Le Conseil constitutionnel a publié, hier, les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle, confirmant que le candidat socialiste François Hollande est arrivé en tête avec 10 272 705 voix, suivi de Nicolas Sarkozy (9 753 629). Viennent ensuite Marine Le Pen (6 421 426), Jean-Luc Mélenchon (3 984 822), François Bayrou (3 275 122), Eva Joly (828 345), Nicolas Dupont-Aignan (643 907), Philippe Poutou (411 160), Nathalie Arthaud (202 548) et Jacques Cheminade (89 545).